

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 3 février 2014

Face aux vents mauvais

De drôles d'effluves empuantissent l'Europe. Nous avons pu le constater en France la semaine dernière avec la rumeur selon laquelle une prétendue « théorie du genre » serait enseignée dans les écoles. Les abrutis qui en sont à l'origine, proches de l'extrême droite, n'ont pas hésité à inonder des parents d'élèves, via SMS et réseaux sociaux, d'affirmations aussi mensongères qu'absurdes expliquant par exemple que les enseignants apprenaient aux petits garçons à devenir des filles. Ils invitaient alors les parents à retirer leurs enfants de l'école un jour par mois.

Désinformation, propagation de la haine et inepties d'un autre temps.

Obscurantistes issus de groupuscules d'extrême droite, catholiques intégristes, partisans de Dieudonné, d'Alain Soral ou de Le Pen, nostalgiques des manifestations contre le mariage pour tous, ils s'étaient donné rendez-vous pour manifester ces deux derniers dimanches, à Paris et à Lyon. Leurs slogans les plus rétrogrades sur l'éducation, le mariage ou la famille côtoyaient un florilège de propos antisémites, racistes ou homophobes.

Une partie des initiateurs tentent de se présenter comme la seule opposition à François Hollande dont ils réclament la « démission ». Comme si le problème qu'on a avec la politique de Hollande ce n'était pas les licenciements, l'austérité, les milliards accordés aux patrons, y compris en dispensant ceux-ci de verser leurs parts de cotisation aux allocations familiales.

Mais nos prétendus « défenseurs de la famille » se moquent de la baisse du niveau de vie des familles ouvrières et de la flambée du chômage. Leurs rassemblements n'ont pour objectif que d'opposer une communauté à une autre, de désigner des boucs émissaires pour tenter de diviser les travailleurs entre eux.

A l'heure où la priorité serait de s'unir contre l'offensive du patronat et du gouvernement qui nous font les poches, ces défilés des pires préjugés sont un poison.

Succès des manifestations pour le droit à l'avortement, en Espagne comme en France

Heureusement, les réactions contre cette vague obs-

curantiste ne se font pas attendre. Elles étaient au rendez-vous samedi dernier de l'autre côté des Pyrénées. Le gouvernement espagnol vient en effet d'adopter un projet de loi visant à supprimer le droit à l'avortement. C'est le même gouvernement qui impose une austérité draconienne à la population. Alors, à Madrid, des milliers de femmes et d'hommes se sont rassemblés pour dire leur refus de cette attaque, digne de la dictature franquiste, contre le droit des femmes à disposer de leur corps et de leur vie.

Des manifestations de soutien aux protestataires espagnols ont également eu lieu en Angleterre et en France. 40 000 personnes ont battu le pavé dans une trentaine de villes françaises pour affirmer leur attachement à cette liberté fondamentale. D'autant plus que si, en France, le droit à l'avortement n'est pas menacé dans les textes, il l'est dans la pratique : 130 centres d'IVG ont été fermés depuis une dizaine d'années et les Plannings Familiaux, qui assistent des milliers de femmes chaque année dans leurs démarches pour avorter, reçoivent de moins en moins de subventions. Ce combat, qui rejoint la lutte contre le démantèlement des hôpitaux, reste donc à mener!

Oui, il s'agit de se mobiliser collectivement contre tous les obscurantismes.

Il est de notre intérêt à nous, travailleurs, de défendre une conception de la société fondée sur la liberté et la dignité de toutes et tous. Contre les réactionnaires de tout poil.

C'est de notre avenir qu'il s'agit.

Pour nous contacter : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Bientôt un Mc Drive à PSA ?

Les places de parking sont de plus en plus difficiles à trouver pour nos protos sur le site : preuve qu'il y a toujours plus de projets à mener à bien, puisque le site n'est pas extensible ! Il n'est désormais plus rare de chercher une place pendant une quinzaine de minutes, comme en plein centre de Paris.

À ce rythme-là, en terminant un essai à 11h, on ne trouvera pas de place avant manger : la direction pense-t-elle à un Eurest'drive pour nous forcer à manger en voiture sans stationner !

Moyens froids et nous on n'est pas très chauds

Nous assistons à la fin des travaux d'installation des 3 nouveaux caissons froids, en remplacement des 4 caissons bananiers obsolètes et dangereux : exigus, pas d'extraction de gaz d'échappement, collègues intoxiqués.

Mais beaucoup plus que la santé des collègues, c'est bien la rentabilité qui inquiètent nos patrons : il va falloir être plus productif et obtenir les mêmes résultats avec un moyen d'essais en moins.

Nous on est pas chaud pour bosser plus vite : la direction n'aura qu'à faire elle-même ses essais de trop dans les anciens caissons toxiques.

Un spectre hante Poissy : le sort d'Aulnay

La direction a annoncé la fin de la production de la 208 pour une équipe le 21 mars : 684 postes seront donc supprimés. Par ailleurs elle réfléchit aussi à l'arrêt de la 208 pour l'autre équipe en 2015. L'objectif est de produire la totalité des voitures sur une seule ligne.

Il n'y a aura pas de licenciements claironne la direction auprès des médias. On verra !... en attendant, 250 CDI sont à recaser de gré ou de force, en renvoyant des moniteurs sur les chaînes, ainsi que des ouvriers qualifiés, de quoi en décourager plus d'un. Et elle mettra à la porte environ 400 intérimaires.

Reclassements à la tête du client

À Aulnay, la direction a annoncé aux salariés que leur mutation à Poissy est bloquée. Prétexte : un soi-disant sureffectif.

Dorge, DRH de PSA, vocifère contre les ouvriers d'Aulnay en colère mais avoue que 240 salariés d'Aulnay sont toujours en attente de reclassement. En réalité c'est plus de 400. Il jure que tous seront reclassés alors que les suppressions de postes pleuvent dans les autres usines.

En réalité ce sera au compte-goutte et à la tête du client. Si elle pense se débarrasser de fortes têtes,

elle peut aussi provoquer une colère qu'elle aura du mal à isoler.

Montebourg, sa marinière et son nez rouge

Interpellé par des salariés de PSA Aulnay, le ministre du redressement productif Montebourg a nié être au courant de l'intention de PSA de supprimer à nouveau des centaines de postes à Poissy. Avec la présence d'un représentant de l'État au conseil de surveillance, le pauvre, il savait pas.

Montebourg ne dupe personne, toujours dans les sales coups pour aider le patronat dans ses restructurations (Arcelor, Goodyear, Mory-Ducros et tant d'autres...). À part faire le top modèle avec sa marinière, il sait aussi faire le clown.

Pour une fois qu'un dirigeant PSA dit la vérité !

« Nous sommes parmi les constructeurs généralistes les plus rentables en Europe avec Volkswagen. Les autres perdent davantage d'argent ». Qui dit ça ? Un des dirigeants de PSA au journal *La Tribune* fin janvier. Il souhaite garder l'anonymat et on le comprend, vu la propagande menée par lui et ses semblables sur tous les sites à coup de marges prétendument insuffisantes pour justifier le 0 % d'augmentation.

De leur propre aveu, ils sont pleins aux as sur notre boulot, à nous d'exiger notre dû.

L'État français : une aide pour les capitalistes

L'État va rentrer dans le capital de PSA avec 800 millions d'euros (15 %).

Actionnaire de Renault à 15 %, l'Etat n'avait pas bronché quand la direction avait supprimé 8 314 postes en France entre 2007 et 2011, au même moment PSA en supprimait 8 212. Actuellement, Renault veut faire disparaître 7 500 postes en France d'ici à 2016, PSA est en train d'en supprimer bien plus des 11 200 annoncés.

Les gouvernements, de droite comme de gauche, loin de s'opposer à la casse de l'emploi en France, la financent, comme ils financent l'assaut des constructeurs français sur le marché Chinois.

Pour conserver nos emplois, il faudra bagarrer contre tous les capitalistes mais aussi contre leurs complices au gouvernement.

Y'AKKA tous faire pareil

Des salariés d'AKKA, en prestation à Renault Lardy, ont débrayé une heure la semaine dernière contre une modification de leurs frais professionnels, qui leur ferait perdre 900 €/mois en moyenne. Une pétition circule. Une colère qui pourrait inspirer d'autres...